



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1994/NGO/5
27 juillet 1994

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte
contre les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités
Quarante-sixième session
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE
ET DE SEGREGATION AINSI QUE LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS
LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX
ET DEPENDANTS : RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ETABLI EN
APPLICATION DE LA RESOLUTION 8 (XXIII), DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

Communication écrite présentée par la Fédération internationale
Terre des Hommes, organisation non gouvernementale dotée du
statut consultatif de la catégorie II

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est
distribuée conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et
social.

[18 juillet 1994]

Les mines antipersonnel

1. La Fédération internationale Terre des Hommes (FITDH) souhaite à nouveau attirer l'attention de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur la question des mines antipersonnel. Nous nous permettons de répéter que l'usage de ces mines entraîne de nombreuses violations des droits fondamentaux de l'homme et de l'enfant, et notamment du droit à la vie, à la santé et au développement. Ceci nécessite une réponse rapide et un engagement ferme de la part de la communauté internationale, qui a déjà maintes fois reconnu l'urgence du problème.

2. Les mines antipersonnel constituent une arme redoutable, conçue pour mutiler et tuer, et qui inflige d'immenses souffrances aux personnes qui en sont victimes. Elles sévissent sans discrimination aucune et frappent aveuglément leur cible, que celle-ci soit civile ou militaire, femme ou enfant. Une fois actives, elles ne sont plus contrôlables, contrairement au fusil du soldat qui peut décider de le ranger une fois la paix revenue. En Europe, par exemple, des civils sont encore tués par l'explosion de mines posées il y a plus d'un demi-siècle. Ce sont des armes sans maître qui prolongent indéfiniment la durée des conflits et compromettent l'instauration d'une paix durable. L'utilisation croissante des mines antipersonnel reflète l'évolution des conflits modernes où il s'agit non seulement de démoraliser l'armée adverse, mais également de terroriser la population civile.

3. Entre 65 et 110 millions de mines seraient actives dans le monde, dans plus de 20 pays, dont 10 millions en Afghanistan, 9 millions en Angola, 4,5 à 10 millions au Cambodge et 5 à 10 millions en Iraq. On estime également à 100 millions le nombre de mines stockées dans différents endroits, et 2 500 personnes par mois sont tuées ou restent handicapées à vie, en temps de paix, de par les effets des mines antipersonnel.

4. Au Cambodge, il y a une telle concentration de mines qu'elles constituent un des trois premiers problèmes de santé publique, de même que la tuberculose et le paludisme. Dans ce pays, il y a plus de 30 000 amputés, soit une personne pour 230. Le Cambodge est le pays qui a le taux le plus élevé de personnes handicapées et les mines continuent à y faire près de 300 victimes par mois. Les amputés doivent parfois attendre dix ans avant d'obtenir une prothèse et moins de 20 % d'entre eux retrouvent du travail. En Afghanistan, 200 000 personnes seraient décédées et 400 000 personnes auraient été blessées par des mines en 15 ans. On estime que ce triste sort frappera encore 600 000 personnes. En Iraq, des zones entières sont minées et plusieurs milliers de personnes ont été touchées. En Angola, les mines continuent à tuer 120 personnes par mois et il y a plus de 20 000 amputés.

5. Le groupe qui a payé le plus lourd tribut à l'utilisation des mines antipersonnel est certainement celui des enfants. L'UNICEF estime à 100 000 le nombre d'enfants afghans amputés à la suite de l'explosion d'une mine et une étude a établi qu'au nord de la Somalie 76 % des blessés par mines sont des enfants de moins de 15 ans. En Afghanistan et au Cambodge, 23 % de tous les blessés sont des enfants et en ex-Yougoslavie, deux enfants au moins sont mutilés chaque jour par l'explosion d'une mine. Les enfants sont plus vulnérables que les adultes aux effets des mines et décèdent plus vite de

leurs blessures. D'autre part, leur rôle au sein de la communauté est souvent d'aller chercher du bois ou d'emmener paître les animaux, ce qui les expose davantage à la proximité des mines. Enfin, l'UNICEF estime qu'au Salvador, seulement 10 à 20 % des enfants handicapés bénéficieront de mesures de réhabilitation. Pour l'Angola et le Mozambique, seulement 10 à 20 % des enfants handicapés recevront un prothèse, même sommaire. Pour le reste, ils ne recevront qu'une paire de béquilles et devront se débrouiller comme ils le pourront.

6. En sus du coût humain exorbitant qui vient d'être évoqué, les mines antipersonnel ont également un coût socio-économique très élevé et constituent un frein au développement. Dans les pays où les champs, les villages ainsi que les voies de communication sont minés, la reconstruction économique est gravement entravée. Les réfugiés et les populations déplacées ne peuvent rentrer chez eux, ou sont contraints de camper à proximité de leurs habitations. De larges portions de terres cultivables deviennent inutilisables, entraînant une réduction de la production ainsi qu'une dégradation de l'économie locale. Au Cambodge, par exemple, l'accès à 23 % de la province de Battambang, autrefois l'une des plus riches du pays, est aujourd'hui interdit. Pour tout le pays, le déficit en riz s'élève à des centaines de milliers de tonnes. En Angola, certaines terres parmi les plus fertiles d'Afrique ne sont plus cultivées par crainte des effets des mines. Il faut ajouter à cela les coûts très élevés des soins et de la réhabilitation des victimes. Enfin, les mines ont également des effets néfastes sur l'environnement, car elles introduisent des substances toxiques dans les sols.

7. Face à cette tragédie au quotidien, une solution s'impose : le déminage. Toutefois, c'est une opération délicate et coûteuse car peu de recherches ont été menées à ce jour afin d'en améliorer les techniques. C'est également une opération périlleuse : statistiquement, le déminage fait une victime pour 5 000 mines neutralisées. En Afghanistan, les opérations de déminage ont déjà coûté la vie à 16 personnes pour nettoyer une surface de 68 km². Il faut entre 300 et 1 500 dollars pour désamorcer une mine dont le coût initial ne dépasse pas trois dollars. L'élimination de toutes les mines antipersonnel coûterait 200 à 300 milliards de dollars et prendrait des dizaines d'années. La communauté internationale se doit donc de s'atteler rapidement à cette question et de commencer à mobiliser les ressources nécessaires. De plus, 340 types de mines sont produits par 48 pays au moins, et 29 pays en sont exportateurs. Ainsi, une partie de la responsabilité du déminage devrait également revenir aux producteurs et utilisateurs des mines antipersonnel.

8. Alors que 80 000 mines sont neutralisées chaque année, environ deux millions de mines sont déposées dans le même temps. Si cette situation perdure, elle ne permettra manifestement pas d'apporter une solution au grave problème des mines antipersonnel. Ainsi la communauté internationale se doit d'agir par d'autres moyens. Certains Etats sont déjà passés de la parole aux actes. La Belgique, les Pays-Bas, la France, la Suisse et les Etats-Unis ont adopté des moratoires sur l'exportation des mines antipersonnel. La FITDH salue ces progrès porteurs d'espoir.

9. Les victimes passées et à venir des mines antipersonnel ne peuvent se contenter de promesses. Les mines doivent être considérées comme des armes de destruction de masse, représentant un danger aussi important pour l'humanité

que les armes chimiques et biologiques. A terme, l'interdiction totale de la production, de la vente et de l'utilisation des mines antipersonnel se présente comme la seule solution véritable. Ainsi, la FITDH souhaiterait recommander à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

I. D'inviter tous les Etats Membres de l'ONU :

a) à ratifier, si nécessaire, la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination;

b) à soutenir, lors de la Conférence de révision de cette Convention, des mesures visant à une interdiction totale de la production, la commercialisation et l'utilisation de toutes formes de mines antipersonnel;

c) à envisager, conformément à la résolution 48/75 de l'Assemblée générale des Nations Unies, des mesures unilatérales décrétant un moratoire sur la fabrication, la vente, le transfert et l'exportation des mines antipersonnel;

d) à collaborer à tous les niveaux aux actions de déminage, ainsi qu'aux efforts de réhabilitation physique, psychique, sociale et économique des victimes des mines.

II. De transmettre à la Commission des droits de l'homme ses graves préoccupations concernant les effets indiscriminés et néfastes des mines antipersonnel.
